



déclaration CTPD-5novembre-page 1/2

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Tout d'abord, nous reviendrons sur quelques points qui avaient déjà été évoqués lors du CDEN du 23 octobre.

Pour la fédération UNSA Education, en cette période de rentrée la question budgétaire et, donc celle de l'emploi public, demeure la question de fond d'autant que le budget 2010 devra acter la suppression de 34 000 emplois de fonctionnaires dont un peu plus de 1 4000 pour l'Education Nationale

Pour autant la rigueur ne s'applique pas à l'enseignement privé et à l'enseignement public de la même façon puisque le projet de budget 2010 fait une fois encore la part belle à ce dernier

Chaque année, il revendique 20% de toutes les créations d'emplois. En revanche, dans le projet de loi de finances 2010, alors que 14 600 postes sont supprimés dans le public, l'enseignement privé ne connaît que 1400 suppressions, soit deux fois moins que le principe affiché.

Dans le premier comme dans le second degré, nous pouvons déjà malheureusement affirmer que les conditions de travail des élèves et de leurs enseignants vont continuer à se dégrader.

Ce bilan de rentrée est l'occasion de constater les conséquences néfastes de cette politique dans notre département.

Pour l'UNSA Education, en effet, la rentrée en Gironde se caractérise par :

- pour les écoles, la forte baisse du P/E qui passe de 5,14 à 5,08 ; forte baisse qui conduit à pérenniser des seuils d'ouverture et de fermeture parmi les plus médiocres de l'ensemble des départements notamment en maternelle,
- la dégradation accentuée de l'accueil des 2 ans,
- les difficultés concernant le remplacement dans le 1er degré comme dans le 2nd degré qui subit la suppression de plus de cent postes de titulaires sur zone de remplacement,
- la multiplication des postes à complément de service dans les établissements du secondaire,
- l'augmentation de la précarité avec l'augmentation des HSA,
- les difficultés de mise en œuvre de la réforme de la voie professionnelle, pointée par l'Inspection Générale dans un récent rapport. La nouvelle organisation des enseignements publiée trop tardivement n'a pu permettre aux équipes de s'approprier les nouveaux dispositifs, particulièrement l'accompagnement personnalisé qui se met en place de façon très chaotique.

Concernant l'aide personnalisée dans le premier degré, la fédération UNSA Education tient aussi à bien marquer la distinction entre aide spécialisée et aide individualisée : les 60h ne peuvent en aucune manière se substituer à l'intervention



déclaration CTPD-5novembre-page2/2

des Rased qui sont indispensables pour traiter la grande difficulté scolaire. Nous condamnons à nouveau les suppressions de postes qui les ont durement frappées

Ensuite, deux points d'actualité depuis le CDEN sur lesquels notre fédération tient à revenir en préalable de ce CTP.

Le premier sur le lancement du débat sur l'identité nationale. Le ministre de l'éducation vient d'annoncer que l'école à son tour sera mise à contribution. Les personnels de l'Education nationale expriment une gêne et une réticence que l'UNSA Education partage.

Pour la fédération UNSA Education, l'Ecole n'a pas à être instrumentalisée à des fins politiciennes et électorales. La nation française serait-elle donc à ce point menacée ou inquiétée pour que l'Ecole soit convoquée à un débat lancé dans l'urgence et les arrières-pensées ? Les questions sur l'identité de la nation requièrent retenue, distance et sérénité. "L'identité nationale" est une notion qui crée plus de divisions que du consensus dont l'Ecole a besoin. "L'identité nationale" ne peut être donnée à l'Ecole comme objectif et comme programme. Les questions de la nation, de son histoire, de ses traits singuliers (laïcité, rôle de l'Etat, droits de l'homme...) sont déjà traitées à l'Ecole avec compétence par les personnels.

le deuxième point concerne les dernières annonces du ministre Hortefeux. La France serait-elle à ce point menacée par une horde de préadolescents qu'il faille ressortir la notion de couvre feu ? Un terme utilisé en temps de guerre ou de grave menace pour la sécurité de l'Etat.

Une fois encore, l'enfance est stigmatisée, pointée du doigt. Au-delà, du coup médiatique, cette annonce est significative du regard que le gouvernement persiste à porter sur elle, ne la considérant pas comme porteuse de l'avenir du pays mais, au contraire, comme une menace.

L'augmentation de la délinquance chez les préadolescents est un phénomène réel et préoccupant. Pour l'UNSA Education, cette question est un sujet sérieux qui concerne la société dans son ensemble. Les réponses à apporter sont complexes Ce sont les dispositifs de prévention, d'aide, d'accompagnement de ces jeunes, mais aussi de leurs familles, qui sont indispensables. Les choix budgétaires ne vont malheureusement pas dans ce sens.